

Le Réseau Libéral Africain fort critique envers le Régime de Bujumbura

@rib News, 14/05/2011 Résolution du Réseau Libéral Africain sur le Burundi Le Comité Exécutif du Réseau Libéral Africain : Tenant compte des informations des différentes sources indépendantes telles que les organisations des droits de l'homme œuvrant dans la Région des Grands Lacs d'Afrique en l'occurrence Human Rights Watch, Amnesty International ainsi que les organisations de protection des droits de l'homme locales au Burundi ; les organisations de protection du métier de journalisme tel que Reporter Sans Frontières ainsi que l'Association Burundaise des Journalistes (ABJ) ; les organisations de lutte contre la corruption tel que International Transparency et Olucome, etc. ; Considérant les éléments contenant dans la nouvelle loi sur les partis politiques burundais qui vient d'être adoptée par les deux chambres du Parlement burundais, laquelle loi consacre un retour au monopartisme de fait en excluant les partis politiques dont les leaders sont à l'étranger ;

Tenant compte de la récente mesure de retirer de la circulation les actuels passeports burundais et exiger aux ayants droit de se présenter physiquement à Bujumbura pour l'obtention du nouveau passeport, visant ainsi la capture des leaders de l'opposition en exil ou le blocage de leurs mouvements ; Vu l'état général de la corruption et de la dilapidation des biens de l'Etat par l'acquiescement au pouvoir à Bujumbura, plaçant ainsi le Burundi à la première place des pays les plus corrompus de la sous-région et parmi les 10 pays les plus corrompus au monde ; Considérant les dizaines d'assassinats caractérisés par une violence politique enregistrés chaque jour surtout dans les provinces de l'ouest et plus principalement à Bujumbura Rural ; Tenant compte de la persécution des journalistes burundais, dont certains sont interpellés fréquemment pour avoir diffusé une information qui ne plaît pas au pouvoir et surtout de l'emprisonnement injuste du journaliste Jean Claude Kavumbagu depuis bientôt une année ; Vu l'état de la dégradation générale de la situation sécuritaire et la violation des droits humains où les éléments des forces de l'ordre public sont impliqués ; Considérant que cette situation déplorable résulte d'un manque de volonté manifeste du pouvoir de ramener la paix par une oppression permanente de tous ceux qui sont sensibles ne pas avoir voulu le CNDD-FDD actuellement au pouvoir ; Tenant compte que ce pouvoir n'a jamais voulu dialoguer avec l'opposition pour évaluer ensemble des mesures visant le retour à la stabilité sociopolitique du Burundi ; Le Comité Exécutif du RLA réunit du 7 au 13 mai 2011 à Johannesburg en Afrique du Sud vient d'adopter une résolution pour le Burundi. Les éléments qui la composent sont les suivants : 1. Le Réseau Libéral Africain regrette qu'une année vienne de s'écouler après les élections de mai 2010, et que les résultats soient raturés sur tous les points de vues ; 2. Il regrette que le Président du Régime en place à Bujumbura ne dise rien sur la situation dégradante de violation des droits de l'homme au Burundi et surtout ne manifeste aucune volonté de laisser la justice faire son travail sur le cas de l'assassinat ignoble d'Ernest Manirumva, Vice-président d'une organisation locale contre la corruption et les malversations économiques ; 3. Il regrette que les proches du Président soient impliqués dans des vols frauduleux des biens de l'Etat (cas des 13 millions de dollars américains remboursés par l'Etat ougandais mais disparus dans les poches des proches du Président) mais que celui-ci n'en dise rien ; 4. Il regrette que l'Etat burundais se retranche derrière l'implication dans le massacre de ses propres populations ; 5. Le Réseau Libéral Africain regrette aussi le recul de la démocratie au Burundi par un retour au monopartisme de fait, occasionné par l'adoption d'une loi qui exclut plusieurs partis politiques de l'opposition ; 6. Il regrette que le pouvoir de Bujumbura use de la force pour résoudre tout problème caractérisé par une violence politique ; 7. Le Réseau Libéral Africain condamne les arrestations et les assassinats des militants de l'opposition ainsi que la loi discriminatoire conçue et adoptée dans le but de supprimer injustement des partis politiques de l'opposition ; 8. Il condamne avec énergie la torture et les exécutions extrajudiciaires dénoncées par la Communauté Internationale et les organisations de défense des droits de l'homme ; (1,2) 9. Il condamne la persécution dont sont victimes les leaders des partis de l'opposition les contraignant à l'exil ou à une vie clandestine ; 10. Le Réseau Libéral Africain exige l'arrêt des arrestations arbitraires, emprisonnements, assassinats des militants de l'opposition et la libération sans condition de tous les prisonniers politiques et d'opinion ; 11. Il exige la libération immédiate du journaliste Jean Claude Kavumbagu et la liquidation du procès en rapport avec l'assassinat du militant des droits de l'homme Ernest Manirumva ; 12. Il exige qu'une commission internationale soit mise en place pour enquêter sur les exécutions sommaires observées dans toutes les régions du Burundi ; 13. Le Réseau Libéral Africain supplie le Président du Régime en place à Bujumbura de ne pas promulguer une loi discriminatoire, qui constituerait la goutte d'eau risquant de faire déborder le vase qui n'est que déjà trop plein ; 14. Il demande au gouvernement du Burundi de faire une politique de rapprochement et non d'exclusion en entamant sans délai des négociations avec les partis d'opposition afin de trouver des solutions aux problèmes de sécurité, des droits de l'homme, et de vider le contentieux électoral ; 15. Il demande aux bailleurs de fonds de conditionner l'aide directe au gouvernement burundais à l'ouverture des négociations véritables avec les partis d'opposition, et en attendant d'intervenir directement auprès des populations burundaises à travers les ONG ; 16. Le Réseau Libéral Africain demande enfin à la Communauté Internationale notamment les Nations Unies, l'Union Européenne et l'Union Africaine de continuer à suivre avec attention la situation politique et sécuritaire au Burundi. Fait à Johannesburg, le 09 mai 2011